

The Economic Consequences of the Size of Nations, ouvrage collectif édité par E.-A.-G. ROBINSON pour l'Association Économique Internationale. Un vol., 6 po. x 9, relié, 447 pages — MACMILLAN & Co. LTD., Londres, 1960

Jean Lotte

Volume 37, numéro 4, janvier–mars 1962

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001708ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001708ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lotte, J. (1962). Compte rendu de [*The Economic Consequences of the Size of Nations*, ouvrage collectif édité par E.-A.-G. ROBINSON pour l'Association Économique Internationale. Un vol., 6 po. x 9, relié, 447 pages — MACMILLAN & Co. LTD., Londres, 1960]. *L'Actualité économique*, 37(4), 740–744.
<https://doi.org/10.7202/1001708ar>

Les Livres

The Economic Consequences of the Size of Nations, ouvrage collectif édité par E.-A.-G. ROBINSON pour l'Association Économique Internationale. Un vol., 6 po. × 9, relié, 447 pages. — MACMILLAN & CO. LTD., Londres, 1960.

Voici enfin avec ce livre une lacune comblée. Le rôle économique du fait national, fait qui s'apparente au problème de l'espace économique, inquiète beaucoup les économistes depuis que l'on s'est aperçu de l'indigence des conceptions classiques en la matière. Un des moyens de l'appréhender consiste à étudier les conséquences de la taille des nations, à propos desquelles on s'est contenté très longtemps de quelques généralités ou banalités.

L'importante contribution qui nous est présentée est le résultat des travaux de la conférence tenue à Lisbonne en 1957 par l'Association Économique Internationale, sous la forme d'un ouvrage collectif qui reprend les communications des participants et les discussions qui ont suivi.

* * *

La première partie pose le problème de la nation et de sa dimension, et contient deux excellentes communications de I. Svennilson et de S. Kuznets. I. Svennilson part d'un fait de base : l'autorité politique donne à la nation son unité d'action. À cela s'ajoutent des phénomènes institutionnels et culturels qui déterminent le degré d'intégration de l'économie nationale, et le niveau d'intégration de l'économie internationale qui, selon qu'il est faible ou élevé, renforce ou non la nation comme unité spécifique. L'auteur souligne particulièrement que le moderne « Welfare State » est la base d'un nouveau nationalisme économique, et que la faiblesse du crédit international face aux besoins, oblige chaque nation à une politique commerciale particulière, ce qui accentue son aspect d'unité économique ; en sens contraire joue la mobilité internationale grandissante des connaissances techniques.

Pour S. Kuznets, les petites nations sont caractérisées par une structure économique moins diversifiée que celle des grandes, à niveau de développement égal. En effet, l'éventail limité des ressources naturelles disponibles et l'étroitesse

du marché amènent ces nations à se spécialiser dans les quelques secteurs bénéficiant d'un avantage comparatif certain. Ainsi le commerce extérieur est un secteur essentiel de leur économie, l'absence de coûts de transports internes sur une longue distance aidant. Mais cette dépendance du commerce extérieur entraîne une certaine vulnérabilité (investissements étrangers abondants, concentration du commerce extérieur sur quelques pays seulement) et n'empêche pas une infériorité perceptible pour certains secteurs de production qui restent nécessairement domestiques (certains services, par exemple). S. Kuznets explique le succès de certaines petites nations par des facteurs sociaux et politiques, par une meilleure propagation de fruits du progrès dans la population, et par une plus grande facilité d'ajustement aux variations des besoins internationaux, beaucoup plus que par l'existence providentielle de quelques ressources bien exploitées, comme on le croit communément. On peut regretter que l'auteur, au début de son article, ait fixé arbitrairement la ligne de partage entre les petites nations et les autres à dix millions d'habitants, sans donner de sérieux motifs du choix d'un tel nombre.

Dans la partie suivante, plusieurs auteurs exposent divers cas de réussite de grandes et petites nations: S. Fabricant pour les États-Unis, W. A. Jöhr et F. Kneschaurek pour la Suisse, Duquesne de la Vinelle pour la Belgique.

La troisième partie est consacrée aux relations entre taille et efficacité. J. Jewkes, dans un article par endroits assez confus malheureusement, se demande si les économies de dimension sont illimitées. Il résulte de son étude que la tendance dans la dimension des entreprises montrerait une certaine stabilité, et que les entreprises les plus grandes n'auraient pas nécessairement les coûts les plus bas. Le principal obstacle à l'accomplissement d'une vocation industrielle ne vient pas de la petite taille elle-même, mais plutôt des particularismes nationaux.

C. D. Edwards, dans une communication toute en nuances, analyse ensuite l'effet de la dimension des marchés et des firmes sur le caractère de la concurrence. Il remarque que le concept économique des nations est «fuyant», non mesurable exactement, car les frontières économiques sont différentes des frontières nationales. De même, des phénomènes comme la production multiple, les réseaux de liens entre diverses entreprises, etc... rendent floues les limites de la firme. Si l'on simplifie outrancièrement en supposant ces unités économiques parfaitement déterminées, on peut supposer que la concentration sera plus grande dans les petits pays, mais ce n'est pas exact pour tous les secteurs. Même dans ce cas, il n'est pas certain que la concentration affaiblisse la concurrence: c'est possible, mais cela demande à être vérifié d'abord. Si l'on se replace dans la réalité, on s'aperçoit que la concentration a bien d'autres causes que la taille des nations. Il est seulement certain que pour les petits pays, elle est liée à la cartellisation internationale, ce qui les laisse affaiblis devant les développements monopolistiques. En définitive, cet aspect particulier du problème de la dimension est secondaire par rapport à beaucoup d'autres.

Dans la quatrième partie, consacrée aux rapports entre la taille des nations et leur dynamisme interne, C. N. Vakil et F. R. Brahmananda, en premier lieu, posent le problème en termes généraux pour les pays en cours de développement.

Malheureusement, ils partent d'une définition de la dimension un peu différente de celle des auteurs précédents. Ils y incluent en effet le facteur population au point que celui-ci devient implicitement l'élément essentiel. De ce fait, la notion de taille optimum d'une nation est hypothéquée par l'optimum démographique, et les avantages théoriques des grandes nations, notamment au niveau des pays sous-développés, par les problèmes de surpopulation.

Suivent plusieurs études de cas concrets portant sur l'Italie (V. A. Marsan), l'Autriche (K. W. Rothschild), le Portugal (L. T. Pinto).

Enfin, s'élevant à des considérations plus générales, les deux dernières communications s'attaquent aux conséquences de la taille sur la stabilité et la continuité du progrès. L. Tharsis indique que, alors que l'analyse économique conclut à une plus grande instabilité du revenu national dans les petits pays, les statistiques montrent paradoxalement le contraire. Cependant, l'analyse statistique de l'auteur nous paraît très sommaire et limitée, et la valeur de ses conclusions reste à prouver. Quant à G. Leduc et J. Weiller, ils ne veulent tirer aucune conclusion nette à propos des effets de taille sur la croissance, les petites nations, malgré les apparences, n'étant pas toujours en état d'infériorité: l'influence du facteur dimension est trop mêlée à d'autres, et les moyens d'investigation ne permettent pas encore de l'isoler complètement.

La cinquième partie est essentiellement consacrée, avant une note de W. Prest sur le cas particulier de l'Australie, à une communication de E. A. G. Robinson sur la taille des nations et le coût des services publics. Après avoir examiné les différentes catégories de coût, l'auteur conclut très prudemment. En effet, il faut tenir compte, en plus du coût, de la qualité du service fourni, et l'importance des services publics est en corrélation avec le revenu par habitant, plutôt qu'avec la dimension de la nation. Les économies de dimension jouent en faveur de la grande nation pour deux types de dépenses: administration générale et défense. Encore ne revêtent-elles d'importance que dans ce dernier cas.

Enfin, la dernière partie est consacrée aux relations économiques internationales comme moyen d'échapper aux problèmes de l'exiguïté de la nation.

Tout d'abord, R. Triffin étudie la vulnérabilité au nationalisme économique. La vulnérabilité des petites nations, même à des décisions de politique économique interne des autres pays, et le démantèlement de l'ancien ordre économique international sont tels que les arguments classiques en faveur du libre commerce international, absolu et immédiat, perdent toute valeur: il faut reconstruire l'économie internationale sur de nouvelles bases. L'auteur prend à partie ceux qui considèrent la création de grands ensembles multinationaux (notamment en Europe occidentale) comme un épouvantail nationaliste sous prétexte de commerce et de coûts artificiellement maintenus à l'intérieur de l'ensemble protégé, et de formation de grands blocs autarciques.

R. Triffin pense que, dans une perspective dynamique, la conclusion d'accords régionaux est une étape inéluctable de la reconstruction de l'économie internationale, car on ne pourra libéraliser le commerce sans «des accords sur l'aide mutuelle, sur des clauses de sauvegarde, et même sur un minimum d'harmonisa-

tion de politiques économiques internes», ce qui ne peut se faire d'un seul coup à l'échelle mondiale. Il prend donc vigoureusement position pour l'intégration économique, qui va bien au-delà du simple libre-échange, qui doit même le précéder et en être une condition.

G. Marcy, après une discussion très positive sur les critères possibles de dimension d'une nation, se demande dans quelle mesure le commerce extérieur et les accords douaniers peuvent conférer aux petites nations les avantages des grandes. Si la position de domination et l'indépendance du commerce extérieur restent hors de leur portée, les petites nations peuvent, dans certains cas et sous certaines conditions, réaliser des économies de dimension, par des mesures allant de la simple libéralisation du commerce à l'intégration dans un espace plus vaste. Mais ces avantages restent moindres que beaucoup ne le pensent.

T. Scitovsky étudie le même problème. L'efficacité aujourd'hui est affaire de production de masse sur un marché stable. Or, les échanges internationaux ne satisfont plus maintenant la condition de stabilité. Aussi sont-ils peu utiles pour les petits pays. Il faut aller plus loin: une intégration économique résolue est nécessaire pour résoudre les problèmes de la petite économie. Les avantages d'un marché plus large apparaissent alors, et peuvent conduire à une production de masse, tout particulièrement si l'intégration accroît le goût d'une vive concurrence entre producteurs.

L'ouvrage se termine par une étude de F. J. Verdoorn sur le cas du Bénélux, et le compte rendu des discussions qui ont suivi les différents rapports.

* * *

Les remarques générales que l'on peut faire à propos de ce travail tiennent d'abord au genre dont il relève. Toutes les contributions ne sont pas d'égale qualité. La publication des dix-neuf communications différentes à un congrès n'est pas un gage d'homogénéité de l'étude du sujet choisi. Ainsi, de nombreux participants ont commencé par fixer, chacun pour son compte, les concepts économiques de nation ou de dimension, ce qui aboutit soit à des redites, soit à des définitions qui ne se recoupent pas entièrement. On ne manque pas de s'apercevoir aussi que, d'un auteur à l'autre, les conclusions sont parfois fort divergentes, et l'on aimerait voir élucider les causes de ces divergences. Enfin, on a beau fournir avant tout congrès un programme de travail détaillé, rien n'assure qu'aucun aspect important de la question envisagée n'est en définitive oublié. Ici, on peut s'étonner de l'omission, sur le plan pratique, d'étude de l'Europe des Six, qui était en pleine gestation au moment du congrès, et dont l'un des buts est justement de surmonter les difficultés des petites ou moyennes nations isolées. Sur un plan plus théorique, il faut regretter l'absence d'une étude systématique des effets de domination, qui sont pourtant un des aspects majeurs du problème de la dimension des nations. L'ouvrage aurait pu être utilement éclairé, en outre, par une analyse des rapports entre espace économique et espace national.

Quant au fond, on doit remarquer que nombre de communications soulignent les limites des avantages d'une situation de grand pays. Tout n'est pas défavorable aux petites nations, et il n'y a pas entre elles et les nations plus vastes cet écart que l'on croit souvent. Il est heureux que certains auteurs se soient rendu compte que ce n'est pas une simple extension de l'espace commercial, par la diminution des entraves nationales, qui réglerait le problème des petites nations: un retour aux conditions du XIX^e siècle ne serait pas une perspective des plus réjouissantes. Néanmoins, même ceux qui préconisent une véritable intégration des petits espaces nationaux, c'est-à-dire ceux qui tiennent compte de l'existence de politiques nationales et qui voient le succès dans l'harmonisation et l'unification de ces politiques, n'ont pas fait une étude de cette intégration et de ses conséquences. L'optique purement marchande reste la dominante.

Malgré ces quelques réserves, le positif l'emporte largement sur le négatif. Cet ouvrage donne une première vue d'ensemble du problème de la taille des nations, et fournit la matière de base, qui faisait totalement défaut jusqu'à présent, à des études plus poussées. Soulignons, pour terminer, la grande valeur des apports des professeurs Svernilson, Kuznets, Triffin, Marcy et Scitovsky sur le plan de l'analyse générale du problème étudié.

Jean Lotte

Comportement économique et structures sociales, par ANDRÉ NICOLAÏ. (Collection «Bibliothèque de la Science économique»). Un vol., 5¾ po. × 9, broché, 322 pages. — PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 108, boul. Saint-Germain, Paris, 1960. (NF 16).

L'économie internationale semble être marquée par des déséquilibres qu'aucun schéma statistique n'est en mesure de résoudre. Selon l'auteur, il ne s'agit pas seulement de trouver des solutions nouvelles, mais également de reviser le système d'approche dont la défectuosité fausse l'analyse.

Chaque collectivité possède, en effet, un certain ordre qui lui est propre, et devrait par conséquent être envisagée d'une façon différente. Suivant les similitudes de certaines caractéristiques, on peut tout au plus isoler des groupes types qui serviraient de base pour l'étude des cas individuels, mais il y aurait toujours lieu d'éviter les généralisations.

André Nicolai estime que les modalités d'action peuvent être remises en cause, en outre, à la suite des divergences de la vitesse de réaction; mais les principes resteront toutefois inchangés. En somme, l'analyse structurelle demeurera statique à condition qu'on fasse entrer en ligne de compte les liens de complémentarité.

La concordance entre les structures et la conjoncture économique ne sera jamais rigoureuse qu'au niveau de l'abstraction scientifique, car les dimensions des comportements collectifs changent suivant l'adaptation imposée par une situation donnée.